

COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Annexe Comptable

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ETAPE SAINT THOMAS

Annexé au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 418 498 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 16 077 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 15/04/2025 par les dirigeants de l'association.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du plan comptable du secteur.

Les dispositions contradictoires au PCG dont les retraitements ont été effectués sont les suivantes :

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

Handwritten signature and initials

Règles et méthodes comptables

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.
L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.



Faits caractéristiques

je

pt

Notes sur l'actif immobilisé

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 400			2 400
Immobilisations incorporelles	2 400			2 400
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	437 885			439 762
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	112			112
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	1			1
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	96 062			106 522
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	534 060			546 396
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	4 082			4 572
Immobilisations financières	4 082			4 572
ACTIF IMMOBILISE	540 542			553 368

Fonds associatifs

	Début Exercice	Augmentation	Diminution	Fin Exercice
Subventions affectées	199 933,00			199 933,00
Autres fonds	11 073,47			11 073,47
Total fonds sans droit reprise	211 006,47			211 006,47
Report à Nouveau	1 202,11	3 116,72		4 318,83
Résultat de l'exercice	3 116,72	16 076,58		16 076,58
Subventions d'investissement	12 720,21		1 300,00	11 420,21
Autres fonds associatifs		34 300,00		34 300,00
Total fonds associatifs	228 045,51	53 493,30	1 300,00	277 122,09

Je *PS*

Etat des créances et dettes

ETAT DES CREANCES

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	4 572		4 572
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 184	1 184	
Autres	55 374	55 374	
Charges constatées d'avance	422	422	
Total	61 552	56 981	4 572

Prêts accordés en cours d'exercice
Prêts récupérés en cours d'exercice

ETAT DES DETTES

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**) 14 491	14 491	14 491		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés 14 963	14 963	14 963		
Dettes fiscales et sociales 39 372	39 372	39 372		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**) 66 550	66 550	66 550		
Produits constatés d'avance				
Total	135 376	135 376		

(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(*) Emprunts remboursés sur l'exercice

(**) Dont envers les associés

Handwritten signature and initials.

Détail des CAP

	Montant
FRS FACT NON PARVENUES	6 711,02
DETTE PROV CONG A PAYER	13 113,19
CH SOC / CONGES PAYES	4 205,20
SOCIAL DIVERS	334,11
UNIFORMATION	2 256,00
AIMT MED TRAVAIL	900,00
Total	27 519,52

le
P5

Détail des CCA

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTAT AVANCE	422,37		
Total	422,37		

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 6 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres		1	1	1
Employés	3	2	5	5
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total	3	3	6	6

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

L'association ne rémunère qu'un seul cadre (salarié ou bénévole). En conséquence, nous ne pouvons pas indiquer d'information sur les 3 dirigeants les mieux rémunérés reviendrait à communiquer une rémunération individuelle.

Fonds dédiés

Subventions affectées

A	Reports	Utilisations	Utilisations	Transferts	A la clôture de l'exercice Montant global	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
A l'ouverture de l' exercice	A	Montant global B	Dont rembours. C	C	A - B + C	
AGLS	12 200	12 200				
ASE	50 000	50 000				
ASELL	56 175	56 175				
FONJEP	7 107	7 107				
PS CAF	41 750	41 750				
Action Logement	2 054	2 054				
Metropole Boutiq	30 000	30 000				
Total	199 286	199 286				

Jeanne Cayte
Présidente
Cayte

Polina
JARGOTCHIAN
Trésorière

PT

ASSOCIATION ETAPE SAINT THOMAS

Siège social : 5 rue Cité – 13400 AUBAGNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Franck MERINO
Commissaire aux comptes
5, rue Sainte Barbe
13390 AURIOL

je p

ASSOCIATION ETAPE SAINT THOMAS

Siège social : 5 rue Cité – 13400 AUBAGNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Aux membres du bureau,

En exécution de la mission de commissaire aux comptes que vous nous avez confiée, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2024 sur :

- Le contrôle des comptes annuels de l'association ETAPE SAINT THOMAS, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- La justification de nos appréciations,
- Les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Présidente. Il appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur les comptes.

Je *pr*

Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée en assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ETAPE SAINT THOMAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de nos appréciations des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées dans



l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté également sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la présidente.

Handwritten signature and initials in the bottom right corner of the page.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en

Je
R'

cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;


- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Franck SARGATCHIAN

TACONIER

Fait à Auriol, le 6 juin 2025

Le commissaire aux comptes

Franck MERINO



Jeanne Cayte
Présidente.



Bilan Association

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits assimilés	2 400,00	2 400,00		
Immobilisations corporelles				
Constructions	439 761,74	318 028,08	121 733,66	125 860,61
Installations techniques, matériel et outilla	111,80	41,17	70,63	92,99
Autres immobilisations corporelles	106 522,52	83 910,88	22 611,64	17 189,69
Immobilisations financières				
Autres immobilisations financières	4 571,63		4 571,63	4 081,63
ACTIF IMMOBILISE	553 367,69	404 380,13	148 987,56	147 224,92
Stocks				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	1 184,34		1 184,34	1 509,34
Autres créances	55 373,87		55 373,87	64 437,40
Divers				
Disponibilités	212 530,22		212 530,22	135 174,74
Charges constatées d'avance	422,37		422,37	350,47
ACTIF CIRCULANT	269 510,80		269 510,80	201 471,95
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL DE L'ACTIF	822 878,49	404 380,13	418 498,36	348 696,87

FC

Bilan Association

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
PASSIF		
Fonds associatifs sans droit de reprise	211 006,47	211 006,47
Report à nouveau	4 318,83	1 202,11
RESULTAT DE L'EXERCICE	16 076,58	3 116,72
Subventions d'investissement	11 420,21	12 720,21
FONDS PROPRES	242 822,09	228 045,51
Fonds associatifs avec droit de reprise		
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
Provisions pour risques	6 000,00	29 251,00
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	6 000,00	29 251,00
FONDS DEDIES		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	14 491,00	12 971,00
Emprunts et dettes financières diverses	14 963,25	14 475,40
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 371,75	40 676,13
Dettes fiscales et sociales	66 550,27	23 277,83
Autres dettes		
DETTES	135 376,27	91 400,36
ECARTS DE CONVERSION		
TOTAL DU PASSIF	384 198,36	348 696,87

ASSOCIATION ETAPE SAINT THOMAS

Siège social : 5 rue Cité – 13400 AUBAGNE

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31/12/2024

Franck MERINO – 5 rue Sainte Barbe – 13390 AURIOL
Membre de la Compagnie Régionale d'AIX EN PROVENCE

Compte de résultat Association

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
Production vendue	160 375,14	150 777,03
Subventions d'exploitation	236 459,70	212 175,37
Reprises et Transferts de charge	25 025,22	24 432,90
Cotisations	800,00	1 325,00
Produits d'exploitation	422 660,06	388 710,30
Autres achats non stockés et charges externes	119 002,70	123 172,54
Impôts et taxes	5 779,00	5 689,00
Salaires et Traitements	185 745,37	164 736,51
Charges sociales	60 751,30	56 831,51
Amortissements et provisions	11 063,22	37 369,13
Autres charges	126,00	1 693,10
Charges d'exploitation	382 467,59	389 491,79
RESULTAT D'EXPLOITATION	40 192,47	-781,49
Produits financiers	1 015,52	2 297,21
Résultat financier	1 015,52	2 297,21
RESULTAT COURANT	41 207,99	1 515,72
Produits exceptionnels	11 408,59	2 671,00
Charges exceptionnelles	2 240,00	1 070,00
Résultat exceptionnel	9 168,59	1 601,00
Engagements à réaliser	34 300,00	
EXCEDENT OU DEFICIT	16 076,58	3 116,72

Contribution volontaires en nature

Total des produits

Total des charges

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre association ETAPE SAINT THOMAS, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de la mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'article L612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale

Nous vous informons qu'il nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée, en application des dispositions de l'article L612-6 du code de commerce.

Fait à Auriol, le 6 juin 2024

Franck MERINO
Commissaire aux comptes



PS
je

